

La redevance de la BBC dans le collimateur

Une refonte totale du mode de financement du groupe audiovisuel britannique est à l'étude, avec le risque de le réduire à une juxtaposition de programmes commerciaux.

JOHANN HARSCOET
À LONDRES

«Pire que la poll tax.» C'est ainsi que le nouveau secrétaire d'État à la Culture et aux Médias britanniques, John Whittingdale, décrit la redevance audiovisuelle, dont bénéficie principalement la British Broadcasting Corporation (BBC).

Cette comparaison n'est pas anodine pour cet ancien homme-lige de Margaret Thatcher, ressuscité dans le nouveau gouvernement de David Cameron. Au début des années 1990, la poll tax, cet impôt touchant principalement les couches populaires, avait été jugée si injuste qu'elle avait précipité la fin du Thatcherisme.

Les Britanniques paient 145,5 livres par an (203 euros) pour avoir le droit d'avoir un téléviseur chez eux, y compris s'ils ne regardent que des DVD. Au-delà du montant de la redevance, c'est l'arsenal juridique qui l'entoure qui fait débat, et qui bouleverserait un soldat nord-coréen.

En prison

Car s'ils ne s'acquittent pas de cette somme, ils encourent jusqu'à 1.000 livres d'amende. Environ 200.000 propriétaires de téléviseurs sont condamnés chaque année. Ceux qui refusent de payer l'amende risquent même d'être envoyés en prison: entre cinquante et septante citoyens

passent derrière les barreaux chaque année, parmi lesquels 70% de femmes.

John Whittingdale envisage de dépenaliser ce délit et de mettre fin au régime d'exception dont relève la redevance. Ne pas payer sa facture d'eau ou d'électricité est, par exemple, jugé moins grave par la justice britannique, puisque ce sont des tribunaux administratifs qui prononcent la sentence.

Les délits liés au non-paiement de la redevance ont ajouté à la surcharge des cours pénales, puisque ceux-ci représentent près de 10% de l'ensemble des jugements à prononcer.

Le directeur du Crown Prosecution Service est lui-même monté au créneau pour rappeler que ses tribunaux doivent par ailleurs s'affairer sur des crimes au moins aussi graves que la possession non-réglementaire d'un téléviseur, comme les meurtres, les viols, la pédophilie ou le terrorisme.

Mais cette normalisation juridique soulève de nombreuses questions. En renonçant à mettre le cou-teau sous la gorge des téléspectateurs mauvais payeurs, le gouvernement pourrait priver la BBC de quelque 200 millions de revenus chaque année (sur un total de 3,7 milliards de livres de revenus liés à la redevance, auxquels il faut ajouter 1,34 milliard de livres de revenus commerciaux, principalement grâce à BBC Worldwide).

Un changement radical de business model est donc à l'étude, avec la suppression pure et simple de la redevance pour un système d'abonnement ou de vidéo à la demande.

Des études ont démontré que les téléspectateurs sont généralement prêts à payer pour des programmes précis.

«A long terme, [la redevance] sera insoutenable, a indiqué Whittingdale. Quand je parle de long terme, je veux dire 20, 50 ans. Nous devons donc réduire au moins une part de la redevance obligatoire et introduire un élément de choix.»

La BBC préservera-t-elle son excellence dans un cadre commercial où elle deviendra, de fait, rivale des chaînes ou services privés de type ITV, Sky ou Netflix? Rien n'est moins sur.

Arrière-pensées politiques

Des considérations politiques sous-jacentes viennent par ailleurs polluer le débat. Le lobbying des quotidiens nationaux contre les aides dont bénéficie le site internet de BBC News, en concurrence frontale avec les autres sites d'infos, motive en partie ces nouvelles orientations gouvernementales, estiment les partisans du statu quo, très majoritaires au sein du groupe audiovisuel.

Le positionnement éditorial de la BBC, plutôt favorable au Labour pendant la campagne électorale, serait une autre raison de ce projet de transformation radical de la «Beeb», dont l'instance suprême, le BBC Trust, est également voué à disparaître à moyen terme.

La BBC préservera-t-elle son excellence dans un cadre commercial?